

<https://www.elcorreo.eu.org/Michael-Hudson-Geopathologie-et-econopathologie-sous-jacentes>

Michael Hudson : « Géopathologie et éconopathologie sous-jacentes »

- Réflexions et travaux -
Date de mise en ligne : vendredi 3 juillet 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La stratégie de sécurité nationale américaine pour 2025 préconise la prise de contrôle du commerce mondial du pétrole. À cette fin, la « guerre du pétrole » de Donald Trump vise à priver l'Iran, l'Irak et leurs voisins membres de l'OPEP de leur souveraineté quant au choix de leurs partenaires commerciaux, comme il l'a fait avec le Venezuela. Il ne manifeste aucun remords face aux dommages collatéraux causés par la perturbation du commerce de l'énergie, qui plonge la plupart des économies mondiales dans la récession.

Un tel comportement imprudent (et destructeur) correspond parfaitement à la définition que les psychologues donnent d'un sociopathe. La Mayo Clinic utilise ce terme pour désigner « une personne qui ne fait preuve d'aucun respect pour le bien et le mal et ignore les droits et les sentiments d'autrui. Les personnes atteintes de trouble de la personnalité antisociale ont tendance à provoquer délibérément la colère ou la colère d'autrui et à manipuler ou traiter les autres avec dureté ou une cruelle indifférence. Elles ne ressentent aucun remords et ne regrettent pas leurs actes. » Pour couronner le tout, « les personnes atteintes de trouble de la personnalité antisociale enfreignent souvent la loi et deviennent des criminels. Elles peuvent mentir, se comporter de manière violente ou impulsive... » Ce diagnostic peut aisément s'appliquer à toute nation aspirant à un empire par la conquête. Mais la politique étrangère américaine l'a poussé à des extrêmes inédits.

De même que les sociopathes sont dépourvus de sens moral (et s'opposent à toute valeur morale susceptible de limiter leurs comportements abusifs), les diplomates américains ont rejeté le corpus de lois internationales de la guerre issu de la Charte des Nations Unies, qui interdit les attaques contre les civils. L'armement et les systèmes de guidage de missiles américains servent des génocides religieux et ethniques, de l'Ukraine au Moyen-Orient, tandis que des armées ukrainiennes, israéliennes et de diverses factions wahhabites clientes d'Al-Qaïda ont été recrutées pour servir de légions étrangères aux États-Unis.

Les exigences impulsives, agressives et manipulatrices de Trump, accompagnées d'une violence intimidante, violent les lois les plus fondamentales du droit international, autrefois considérées comme l'essence même de la civilisation. Le principe de non-ingérence dans les affaires étrangères, inscrit dans la Charte des Nations Unies, est l'héritage du traité de Westphalie de 1648 qui mit fin à la guerre de Trente Ans. Les États-Unis ont renversé des gouvernements étrangers et tenté d'imposer des changements de régime, de la Russie à l'Iran, en bombardant des civils, notamment des jeunes étudiants et des médecins, des écoles et des hôpitaux, dans l'espoir que ce terrorisme inciterait les populations à remplacer leurs gouvernements par des oligarchies clientes des États-Unis afin de mettre fin aux bombardements, devenus la marque de fabrique de la politique américaine.

La diplomatie US viole également le Droit maritime international, bombardant des bateaux de pêche du Venezuela et de la Colombie en Amérique latine jusqu'au détroit d'Ormuz et au golfe Persique, sans avertissement ni motif raisonnable, simplement pour démontrer son immunité face aux contraintes du droit international et l'incapacité des Nations Unies ou de tout autre organisme international à empêcher la piraterie et les meurtres en mer.

En exigeant que les autres pays respectent ses propres sanctions visant la production pétrolière russe isolée, les États-Unis ont ravagé la Libye, accaparé la production pétrolière irakienne et pris le contrôle de ses revenus, refusant le retrait des troupes demandé par le gouvernement irakien. Ils ont également pris le contrôle du Venezuela et transféré l'intégralité des recettes de ses exportations de pétrole vers des comptes américains à Miami, sous le contrôle direct de l'administration Trump.

Le comportement de Trump s'est parfaitement intégré à la présidence américaine, lui qui était un promoteur

immobilier notoirement malhonnête, menteur et ne respectant pas ses contrats avec ses fournisseurs, banquiers et employés, et qui considérait les amendes et les pénalités comme un simple coût d'exploitation, sans parler de son comportement prédateur envers les femmes. Il existe une parenté presque naturelle entre sa vie passée et son rôle politique actuel. De même que la politique étrangère américaine cherche à empêcher les pays d'accéder à la souveraineté et à l'autonomie, les magnats de la finance et de l'immobilier d'aujourd'hui, appartenant à la classe des 1 %, ainsi que les politiciens ambitieux qu'ils recrutent pour contrôler la politique américaine, plongent une part croissante de la population américaine dans la dépendance à la dette et la précarité de vivre au jour le jour.

Les stratèges américains craignent (et les tyrans sont des lâches) que l'indépendance des pays étrangers vis-à-vis du contrôle américain sur le commerce du pétrole, des technologies de l'information et du renseignement automatique leur permette de résister aux exigences de la puissance impériale abusive des États-Unis. La classe des créanciers, de ceux qui détiennent les monopoles et les autres membres de cette *élite rentière* partagent une crainte similaire : que le gouvernement américain puisse promulguer et appliquer des lois limitant leur concentration du pouvoir financier et leur monopolisation des richesses, au détriment des 99 % déjà surendettés, contraints de s'enfoncer davantage dans la dette (et les arriérés de paiement) pour simplement survivre jusqu'à la fin du mois.

Des pulsions de pouvoir similaires caractérisent les PDG et les directeurs financiers des plus grandes entreprises actuelles, ainsi que les gangsters, les chefs de sectes et nombre de politiciens poursuivant leurs ambitions respectives. Cette soif de pouvoir sociopathique est glorifiée comme moteur du progrès, « affranchie » de tout contrôle public, permettant ainsi la polarisation économique et la décadence autodestructrice qui a entraîné la chute de l'Empire romain.

Un vocabulario para describir la fractura global actual y su guerra civilizacional

Il nous faut un vocabulaire approprié pour décrire ces phénomènes, et aussi pour caractériser leur tentative d'autojustification par la promotion de l'idéologie néolibérale actuelle. Je suggère les deux mots suivants :

Géopathologie : conduite abusive des relations internationales, fondée sur l'exploitation et l'imposition d'un double standard unilatéral qui nuit à d'autres pays et les victimise. Tout impérialisme aspirant à la construction d'un empire se caractérise par une telle géopathologie.

L'éconopathologie : doctrine justifiant l'absence d'empathie sociale. Elle repose sur l'individualisme libertarien contemporain, prônant l'intérêt personnel illimité et rejetant toute contrainte ou réglementation gouvernementale visant à protéger le principe social fondamental de réciprocité et d'entraide qui a permis l'essor de la civilisation.

Les premières civilisations n'auraient pu se développer si Margaret Thatcher, Milton Friedman, Frederick Hayek et Alan Greenspan avaient réussi à voyager dans le temps et à arriver du futur en tant que dieux, proposant d'éclairer les chefs, les prêtres et les rois de Mésopotamie, d'Égypte et de Chine. La civilisation n'aurait jamais pu prendre son essor si elle avait suivi leurs conseils. Leurs sujets n'auraient été protégés contre l'endettement et la perte de leurs terres. Un tel essor aurait conduit directement d'une civilisation naissante à une polarisation économique et à une sujétion sous l'égide d'une oligarchie restreinte dominant la population et luttant pour empêcher toute tentative d'ascension sociale, en érigeant la liberté individuelle et l'autonomie collective en conditions préalables au progrès.

Seul un système d'entraide et de protection de l'autonomie individuelle des citoyens aurait pu permettre aux économies archaïques à faible excédent de survivre. Elles ne pouvaient se permettre le luxe de l'inégalité et de la privation des libertés individuelles et des droits fonciers. De même, les économies actuelles requièrent une autorité publique habilitée à empêcher que les agressions économiques et physiques ne débouchent sur des oligarchies

prédatrices. La plupart de ces oligarchies ont été de nature financière et ont cherché à monopoliser les terres.

La philosophie grecque avait pris conscience de la nécessité de protéger la société contre les comportements pathologiques inhérents à la dépendance à l'argent. Toute richesse, en particulier monétaire, était perçue comme addictive, engendrant des comportements nuisibles à autrui et, par conséquent, considérée comme asociale et réprouvée. Les créanciers usuriers confiaient ces activités « impures » à leurs esclaves ou affranchis pour éviter l'ostracisme. Les règles de réciprocité et de respect des droits humains limitaient les comportements que les sociétés occidentales néolibérales et financiarisées ont aujourd'hui perdus. La dépendance à l'argent est absente de la théorie économique utilitariste actuelle, des principes du droit et de la philosophie politique. On enseigne aux étudiants en école de commerce que leur mission, en tant que dirigeants d'entreprise, est de maximiser les plus-values pour leurs actionnaires et de générer des profits pour verser des dividendes, en réduisant les coûts et en conquérant les marchés sans scrupules, comme si l'exploitation et la destruction qui en découlent étaient des actes créatifs.

Le dénominateur commun entre la géopathologie et l'éconopathologie est leur déni de liberté et d'autonomie pour les autres pays et les peuples. Considérant la souveraineté et l'autonomie étrangères comme un moyen pour ces pays de résister à la diplomatie américaine, l'éconopathologie perçoit cette souveraineté comme une menace pour la sécurité des États-Unis et le maintien de leur empire tributaire. À l'instar de la géopathologie, l'éconopathologie vise à réduire les individus à un statut dépendant de clients, de débiteurs, de locataires et, en fin de compte, de servage.

L'attrait pour la richesse et le pouvoir est naturel, mais les sociétés, à travers les âges, ont cherché à le socialiser. Socrate considérait qu'une autorité centrale sage était l'idéal pour contenir cet attrait. Cette protection sociale contre l'oligarchie était perçue comme tout aussi naturelle, condition essentielle pour éviter la polarisation et la stagnation des sociétés. Or, comme l'a observé Aristote, les démocraties ont tendance à évoluer en oligarchies, qui se transforment ensuite en aristocraties *rentières* héréditaires. Ces nations cherchent à « libérer » les oligarchies apparentées des contraintes de la réglementation publique (*par exemple*, le soutien apporté par Trump au libertarien Javier Milei en Argentine) et à empêcher l'application de telles réglementations à l'échelle internationale.

Comment les économies actuelles peuvent-elles faire face à la géopathologie et à l'éconopathologie ?

La sociopathologie ne guérit pas d'elle-même. Il en va de même pour l'éconopathologie et la géopathologie. Les sociétés anciennes disposaient de cités refuges où ces sociopathes et autres délinquants étaient exilés, au moins temporairement, jusqu'à ce qu'ils se socialisent et apprennent à regretter leurs actes et à éprouver des remords.

Depuis 1945, la politique étrangère américaine s'est attachée, au cours des quatre-vingts dernières années, à instaurer une doctrine néolibérale hostile à l'État et une rhétorique antisocialiste, rejetant toute idée de réforme diplomatique et économique intérieure. Le défi auquel est confrontée la majorité mondiale actuelle est de créer un système multipolaire alternatif d'institutions et d'alliances internationales, fondé sur les principes d'entraide et de respect mutuel de l'autonomie de chaque pays, ce qui a toujours constitué l'idéal affiché.

Créer une telle alternative exige une doctrine différente de celle du néolibéralisme, ainsi qu'une refonte des lois fondamentales régissant les relations internationales. Ce qui rend cela possible aujourd'hui, c'est que, pour la première fois depuis 1945, un nombre suffisant de pays se sont unis pour établir de nouvelles institutions afin de protéger leur autonomie et leur souveraineté.

[Michael Hudson*](#) pour son [Blog personal](#)

[Michael Hudson](#). USA, le 9 juin 2026.

***Michael Hudson** a travaillé comme économiste à *Wall Street*. Actuellement *Distinguished Professor* dans l'University of Missouri, Kansas City, et le président de *Institute for the Study of Long-Term Economic Trends* (ISLET). Il est auteur de quelques livres, entre lesquels ils détachent : « *The Economic Strategy of American Empire* » (Ediciones 1968, 2003, 2021), « *and forgive them their debts* » (2018), « *J is for Junk Economics* » (2017), « *Killing the Host* » (2015), « *The Bubble and Beyond* » (2012), « *Trade, Development and Foreign Debt* » (1992 & 2009) y de « *The Myth of Aid* » (1971). Sa page Web : [Michel Hudson](#)

Traduit de l'espagnol depuis et pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 4 juillet 2026.